Conclusions de la partie requérante

La partie requérante conclut à ce qu'il plaise à la Cour:

- Déclarer nulle et non avenue l'ordonnance rendue par le Tribunal de première instance le 19 novembre 2009 dans l'affaire T-40/08, EREF contre Commission des Communautés européennes;
- Renvoyer l'affaire devant la sixième chambre du Tribunal, afin qu'il soit statué sur le fond;
- Condamner la Commission européenne aux dépens afférents au pourvoi.

Moyens et principaux arguments

La partie requérante demande à la Cour de déclarer nulle et non avenue l'ordonnance rendue par le Tribunal de première instance le 19 novembre 2009 dans l'affaire T-40/08, et de renvoyer l'affaire devant le Tribunal afin qu'elle soit réexaminée.

La partie requérante au pourvoi conteste la conclusion du Tribunal de première instance selon laquelle son avocat, M^e Fouquet, ne pouvait pas la représenter devant lui, ce qui rendrait son recours irrecevable.

Le Tribunal a estimé que, parce que l'avocat, M^e Fouquet, avait été nommé directeur d'EREF le 29 juin 2004, il ne pouvait plus être considéré comme un tiers. La partie requérante fait valoir que M^e Fouquet n'a pas été nommée formellement directeur d'EREF — en droit belge, une telle nomination supposait un enregistrement officiel auprès des autorités belges compétentes. Le statut de directeur de M^e Fouquet chez EREF était seulement nominal, et non pas — ou alors seulement dans des limites très étroites — lié à un pouvoir de représentation.

La partie requérante soutient également que, même si l'on admettait que la position de directeur de M^e Fouquet revêt un caractère formel, le Tribunal de première instance n'a pas correctement appliqué les critères conférant à un avocat le statut de tiers indépendant. Le Tribunal aurait mal compris à la fois la situation juridique du représentant d'EREF devant la juridiction, et la répartition réelle des tâches et obligations entre M^e Fouquet et EREF. En vertu du droit allemand, la position de directeur d'EREF de M^e Fouquet lui permettrait de représenter la partie requérante en justice.

Demande de décision préjudicielle présentée par la Cour d'appel de Rouen (France) le 8 février 2010 — Me Marc Berel, ès qualités de mandataire de Société Port Angot Développement, Me Hess, ès qualités d'administrateur judiciaire de Société Port Angot Développement, Société Rijn Schelde Mondia France, Receveur principal des douanes de Rouen Port, Administration des douanes — Havre Port, Société Port Angot Développement, venant aux droits de la SAS Manutention de produits chimiques et miniers (Maprochim), Asia Pulp & Paper France/Administration des douanes de Rouen, Receveur principal des douanes du Havre, Administration des douanes du Havre

(Affaire C-78/10)

(2010/C 113/34)

Langue de procédure: le français

Jurisdiction de renvoi

Cour d'appel de Rouen

Parties dans la procédure au principal

Parties requérantes: Me Marc Berel, ès qualités de mandataire de Société Port Angot Développement, Me Hess, ès qualités d'administrateur judiciaire de Société Port Angot Développement, Société Rijn Schelde Mondial France, Receveur principal des douanes de Rouen Port, Administration des douanes — Havre Port, Société Port Angot Développement, venant aux droits de la SAS Manutention de produits chimiques et miniers (Maprochim), Asia Pulp & Paper France

Parties défenderesses: Administration des douanes de Rouen, Receveur principal des douanes du Havre, Administration des douanes du Havre

Question préjudicielle

Les articles 213, 233 et 239 du Code des douanes communautaire (CDC) ⁽¹⁾ s'opposent-ils à ce qu'un codébiteur solidaire de la dette douanière n'ayant pas bénéficié d'une décision de remise de ladite dette puisse opposer à l'administration chargée du recouvrement la décision de remise fondée sur l'article 239 du CDC que cette dernière a notifié à un autre codébiteur solidaire afin d'être dispensé du paiement de la dette douanière?

⁽¹⁾ Règlement (CEE) n° 2913/92 du Conseil, du 12 octobre 1992, établissant le code des douanes communautaire (JO L 302, p. 1).